L’édito de l’Émancipation syndicale et pédagogique n°9

Un an après le renvoi de Sakozy, le bilan de la social-démocratie au pouvoir est accablant. Rien n’a été fait pour répondre aux situations d’urgence. Chômage, précarité, licenciements, tous les indicateurs sont au rouge. Sur la santé, les retraites, le droit de grève, le système éducatif et universitaire, aucune des contre-réformes majeures du quinquennat Sarkozy n’a été abrogée. La répression contre les syndicalistes et les mouvements sociaux n’a pas été remise en cause : refus d’annuler les sanctions contre Roland Veuillet et contre les “Désobéisseurs”, refus de soutenir le projet de loi d’amnistie sociale.

Rédigée par le MEDEF, et soutenue par quatre des syndicats les plus réformistes (CFDT, CFTC, CGC, UNSA), la loi dite de “sécurisation de l’emploi” est un nouveau coup porté contre le monde du travail, remettant au goût du jour la vieille rengaine libérale datée du début du XXème siècle selon laquelle pour embaucher plus il faut un marché du travail plus libre, pouvoir licencier et précariser plus, baisser les salaires et augmenter le temps de travail, limiter les recours aux Prud’hommes ! Et ce n’est pas le projet de loi tardif et trop timide, baptisé dans les média “loi Florange”, qui changera grand-chose.

De nouvelles attaques se préparent contre les retraites : allongement de durée de cotisation, diminution des pensions, augmentation des cotisations pour les salariéEs. Le dernier rapport du COR (Conseil d’Orientation des Retraites) évalue pour 2011 le déficit des caisses de retraites à 14 milliards. Et comme il faut payer la dette, c’est aux salariéEs qu’il reviendrait de payer l’addition !

Mais l’affaire Cahuzac aura eu le mérite de rappeler que de l’argent il y en a bien davantage ailleurs. Ainsi, le sénateur Bocquet, rapporteur de la commission d’enquête sur l’évasion fiscale, estime cette dernière à 50 milliards d’euros par an.

Pendant ce temps-là, la division syndicale, étalée au grand jour à l’occasion des journées du 28 mars, 6 avril, 1er mai, les dynamiques de lutte cassées, laissent le champ libre à l’extrême droite dans les sondages et aussi dans la rue, avec les manifestations ouvertement homophobes contre le “mariage pour tous”.

Pendant ce temps-là aussi, les projets gouvernementaux pour l’Éducation nationale et l’enseignement supérieur, dont nous avons démontré la nocivité, avancent dans la continuité du quinquennat précédent. La loi Fioraso sera débattue au parlement du 14 au 22 mai, la loi dite de refondation de l’école sera adoptée en seconde lecture en juin. Les annonces continuent de tomber : après les cours imposés de “morale laïque”, voici que Hollande réclame un “enseignement à l’entreprenariat” de la sixième à la Terminale !

Il y a pourtant des raisons d’espérer. À Florange, à l’occasion du 1er mai, les salariéEs d’Arcelor-Mittal ont organisé un “Festival des Entreprises en Lutte”, avec des délégations de PSA Sochaux, PSA Aulnay, Ford Bordeaux, Goodyear Amiens, Fralib, Sanofi, etc., pour oeuvrer à une convergence des luttes. Dans le premier degré, la forte mobilisation contre le décret sur les rythmes scolaires n’a certes pas abouti à son abrogation, qu’il faut continuer à revendiquer, mais elle en a fait reculer l’application d’un an dans les trois quarts des communes.

Dans ce contexte, il nous revient d’intervenir sans relâche, dans nos syndicats, sur nos lieux de travail, pour convaincre de la nécessité incontournable de la lutte sociale, pour rompre avec le “dialogue social”, non seulement pour défendre nos droits attaqués, mais aussi pour porter la nécessité de la rupture radicale avec le capitalisme, pour convaincre qu’un autre projet de société, un autre projet pour le système éducatif et l’université, sont concrètement possibles.

Raymond Jousmet